



Crimes quotidiens en Palestine, extrême-droite hégémonique en Israël et laisser-faire de la France

Le mois d'octobre aura été le plus meurtrier de l'année 2022, elle-même la plus meurtrière depuis longtemps pour les Palestiniens.

Tous les jours, l'armée d'occupation tue au moins un.e Palestinien.ne et ce sont les jeunes, souvent les enfants, qui sont les principales victimes. Tous les jours, les colons, épaulés par l'armée, agressent la population palestinienne, détruisent des écoles, arrachent des oliviers et détruisent les récoltes. Un nouveau mouvement de résistance est né, qui assume son choix de la résistance armée devant l'absence de perspective politique. Ce mouvement, « La Tanière des Lions » est réprimé avec férocité. Les villes de Jénine et Naplouse et le camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem ont été assiégés et envahis. Plusieurs résistants ont subi des exécutions extrajudiciaires.

Les Palestiniens qui ont fait le choix de la résistance non armée, notamment pour soutenir les paysans pendant la récolte des olives, sont quotidiennement et violemment attaqués par des bandes de colons armés soutenus par l'armée israélienne.

Depuis le début de l'année, il y a eu 6000 arrestations. La détention administrative, que subit entre autres notre compatriote Salah Hamouri, est encore plus utilisée.

Gaza a subi en août un « bombardement préventif » qui a fait 49 mort.es. Depuis, les bombardements israéliens sont incessants, celui du 4 novembre a causé d'importants dommages.

En Israël, l'extrême-droite est à présent totalement hégémonique dans tous les secteurs de la société : les colons, les religieux, l'armée, les Juifs orientaux, les Juifs russes ... Les dernières élections ont vu s'affronter deux coalitions avec dans les deux camps des personnalités d'extrême-droite qui ont multiplié les appels au meurtre contre la population palestinienne. Dans le camp des vaincus, Naftali Bennett, Ayelet Shaked, Avigdor Lieberman et même Benny Gantz qui voulait « ramener Gaza à l'âge de pierre ». Dans celui des vainqueurs, aux côtés de Benjamin Nétanyahou, les héritiers de Meïr Kahane dont le parti avait été autrefois interdit pour terrorisme, à savoir Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir. Ce dernier qui avait appelé au meurtre d'Yitzhak Rabin en 1995 s'est fait photographier un pistolet à la main dans le quartier de Sheikh Jarrah. La « gauche sioniste », qui a toujours nié les droits des Palestiniens, disparaît quasiment de la Knesset (le Parlement). Les Palestiniens d'Israël divisés entre l'abstention et plusieurs listes, sortent aussi très affaiblis.

Cette nouvelle configuration au sommet de l'État laisse présager de nouvelles provocations des colons religieux, une intensification de la répression et une accélération de la destruction méthodique de la société palestinienne.

Le comportement du gouvernement israélien aurait dû entraîner une réprobation générale. Il n'en est rien, au contraire. Ce gouvernement, quels que soient les crimes qu'il commet, bénéficie toujours d'une complicité avérée.

Déjà en août, lors des bombardements sur Gaza, le communiqué du gouvernement français commençait par « l'attachement de la France à la sécurité d'Israël ». Et le Président vient de déclarer à Nétanyahou qu'il veut « renforcer les liens entre les deux pays » alors que celui-ci est à la tête d'une coalition d'extrémistes religieux rivalisant dans leur racisme envers les Palestiniens.

Le Collectif National

- Dénonce les crimes impunis commis par l'armée israélienne et les colons contre la population palestinienne.
- Appelle à multiplier les actes de solidarité envers cette population qui résiste
- Demande la suspension des accords d'association Union Européenne-Israël

- Dénonce le silence complice du gouvernement français. Il appelle celui-ci à faire respecter le droit international, à exiger sans relâche la libération de Salah Hamouri, et de tous les prisonniers politiques palestiniens. Il appelle le gouvernement à prendre les sanctions qui s'imposent.

Paris, le 18 novembre 2022

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5 - Droit-Solidarité – Ensemble!Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Forum Palestine Citoyenneté - Génération Palestine – La Confédération paysanne - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Socialistes pour la Paix (SPP) – Sortir du colonialisme - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires